

Un accord sur le dos des travailleurs

Si le projet d'accord interprofessionnel était une publicité, il aurait été interdit pour ses promesses mensongères ! « 150 euros d'augmentation du salaire minimum ! 20% d'augmentation ! » peut-on entendre dans la bouche des responsables syndicaux. Pour une fois, il faut écouter nos adversaires pour entendre la vérité ! En réalité, cette augmentation très progressive, qui ne sera atteinte qu'en 2026, ne concerne que le salaire minimum pour les travailleurs de moins de 20 ans... « Cette augmentation reste en dessous des minima salariaux dans tous les secteurs », assure la FEB aux patrons. « Et il faut s'attendre à de nouvelles baisses de cotisations sociales en compensation » ajoute l'organisation patronale.

En effet, les entreprises ne déboursent quasi rien. 60% du coût de l'accord professionnel sera financé par le gouvernement, c'est à dire les impôts et les taxes des travailleurs, et par de nouvelles économies au détriment des caisses de la sécurité sociale.

Il faut un fameux culot aux dirigeants syndicaux et aux ministres PS, pour présenter cela comme une victoire. Chaque fois que les patrons ont obtenu des baisses de cotisations patronales, cela s'est aussi traduit par des attaques contre les chômeurs, comme avec la réforme de l'assurance chômage du gouvernement Di Rupo. Ou contre les malades, comme pour le parcours de réintégration des malades longues durées de Maggie De Block qui n'a débouché que sur des licenciements sans préavis pour la grande majorité des travailleurs concernés.

Les dirigeants syndicaux sont soulagés. Ils craignent avant tout que les patrons ne discutent plus avec eux... et finalement se passent de leurs services... pour présenter aux travailleurs des reculs comme étant des avancées !

Les milliards des plans de relance des gouvernements pleuvent sur les entreprises. Et les patrons ont obtenu de ne pas augmenter les salaires pour 98% des travailleurs, qui ne recevront au maximum que 0,4% d'augmentation pour les deux prochaines années... si les travailleurs se laissent faire !

Et pour éviter aux entreprises d'embaucher, l'accord interprofessionnel prolonge

pour deux ans le quota de 120 heures supplémentaires mis en en place durant la crise du Corona. En ajoutant les quotas d'heures supplémentaires accordés aux patrons par les gouvernements précédents, cela fait un total de 280 heures, dont 120 sans récupération ni sur-salaire, que les entreprises pourront imposer à leurs salariés. C'est la semaine des 44 heures à la volonté des patrons.

Qui va payer le plan de relance de 10 milliards ? Les salariés du privé et du public... si on se laisse faire ! Il suffit d'écouter le personnel hospitalier en grève. Pas d'augmentation de salaires mais des primes-cacahuètes, pas d'embauches suffisantes pour compenser la fonte des effectifs, aucune amélioration des conditions de travail. Même en temps de pandémie, pas question pour les gouvernements de faire une pause dans leur politique d'austérité. Les enseignants, les pompiers, les cheminots, les fonctionnaires sont prévenus. Ainsi que tous ceux du privé dont l'exploitation va être aggravée.

Certains parlent de relance pour lutter contre le réchauffement climatique et construire une économie durable, comme le prétendent les gouvernements et la Commission européenne. Mais le capitalisme ne développe que la guerre économique, le pillage de la planète et l'exploitation des travailleurs. Et entre deux messes sur le climat, le président Biden mobilise ses alliés de l'Otan contre la Russie et la Chine...

Les dirigeants syndicaux et du PS capitulent devant les patrons, alors que le capitalisme entraîne la société vers de nouvelles catastrophes et de nouvelles guerres encore pires que les précédentes. Mais les travailleurs ne peuvent se permettre de capituler. Il leur faut mener le combat pour une existence digne, contre le chômage et la précarité, en partageant le travail entre tous et en imposant une augmentation générale des salaires et des pensions. Un tel combat exige bien davantage que des manifestations ou des grèves limitées. Ce sont les luttes qui ne s'arrêtent pas aux frontières et qui entraînent les travailleurs à s'unir qui changent les rapports de force. Et c'est au travers de ces luttes que les travailleurs construiront les organisations syndicales et les partis communistes révolutionnaires qu'il leur faut pour renverser le capitalisme.